



JUSTICIA Asbl

Organisation congolaise de promotion et de défense des droits de l'homme et du droit international humanitaire, adresse :
94 avenue Adoula coin des usines, Commune Lubumbashi, Haut Katanga /RDC, Tél : +243994075131, +243971654932,
E-mail :justicia.asbl@gmail.com, Site web : www.justiciahumanrights.org

COMMUNIQUE DE PRESSE N°009/JUST/2025

ENVAHISSEMENT DES CONCESSIONS MINIERES PAR DES RESEAUX ILLEGAUX EN COMPLICITÉ AVEC LA GARDE REPUBLICAINE DANS LES PERIPHERIES D'UNE RESERVE D'URANIUM EN RDC

JUSTICIA Asbl, une organisation de promotion et de protection des droits de l'homme, du droit humanitaire et de développement lance une nouvelle fois une sonnette d'alarme au sujet de la poursuite de l'envahissement des concessions minières par des coopératives illégales dirigées par des sujets de plusieurs nationalités dont les chinois et les libanais dans les Provinces du Haut Katanga et du Lualaba.

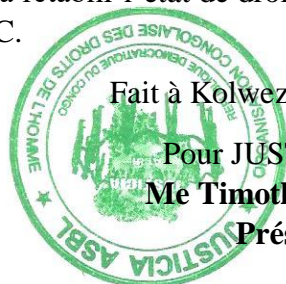
Cette alerte est consécutive à son communiqué de presse n°007/JUST/2025 du 19 février 2025 intitulé **“JUSTICIA Asbl appelle à la cessation de l'envahissement du site minier de Menda par des chinois, libanais et garde républicaine”**. Les témoignages des organisations de la société civile locale certifient que rien n'a évolué : le personnel de Boss Mining est interdit par les gardes républicains d'entrer sur son propre site et le pillage massif est toujours en cours.

En effet, non seulement ce pillage massif des minerais concédés aux investisseurs étrangers responsables qui investissent des milliards dans le pays et payent leurs impôts continue à travers des exploitants mécanisés illégaux, qui sont souvent des sujets de nationalité chinoise et libanaise en collaboration avec des unités de la Garde Républicaine ou des éléments de la 22^{ème} Région Militaire des FARDC, mais pire encore, la concession minière de Menda actuellement envahie, qui est située dans la Province du Lualaba, est en périphérie d'un site dangereusement réputé pour la teneur élevée de ses minerais en radioactivité et constituant le prolongement du filon de la mine d'uranium de Shinkolobwe.

JUSTICIA Asbl tire la sonnette d'alarme et appelle à une forte mobilisation des autorités gouvernementales de la RDC car il s'agit d'une question sécuritaire. Cette exploitation illégale sans protection adéquate met clairement en danger la vie de milliers de personnes. Ces dépôts radioactifs seraient non seulement un désastre environnemental pour l'air que les communautés respirent, mais pourrait également contaminer la chaîne alimentaire d'un territoire entier.

“Si aucune disposition n'est prise par les autorités gouvernementales pour mettre un terme à ce pillage massif et sauvage de ces minerais, il est également à craindre que ces réseaux maffieux ne soient en contact avec des groupes terroristes au niveau international, ce qui pourrait avoir des conséquences incalculables sur la sécurité globale”, a déclaré Maître Timothée MBUTA, Président de JUSTICIA Asbl.

Compte tenu des implications sécuritaires probables découlant de ce pillage incontrôlé des minerais pourtant dangereux, JUSTICIA Asbl invite le Président de la République, Madame la Première Ministre, les Ministres des Mines, de la défense nationale et de l'intérieure à s'impliquer pour faire cesser ces activités illégales par des personnes impossibles à contrôler d'une part et de l'autre à rétablir l'état de droit et sécuriser les communautés locales ainsi que les investisseurs en RDC.



Fait à Kolwezi, le 22/02/2025

Pour JUSTICIA Asbl
Me Timothée MBUYA
Président